

## Résumés

*Chelion Begass/Johanna Singer*, Les femmes nobles désargentées. Nouvelles perspectives sur les inégalités sociales dans la Prusse du XIX<sup>e</sup> siècle

De manière générale, on associe à la noblesse des représentations mettant en avant un statut d'élite et une situation de prospérité matérielle. L'histoire de la noblesse se concentre elle aussi au premier chef sur des questions liées à la formation et à la mutation des élites, tandis que la recherche historique sur la pauvreté se penche avant tout sur les classes sociales inférieures et exclut complètement la noblesse, et *a fortiori* les femmes nobles, de son champ de recherche. Le présent article s'intéresse aux femmes nobles désargentées dans la Prusse du XIX<sup>e</sup> siècle en s'appuyant sur une source jusqu'alors inutilisée pour étudier la noblesse, celle des requêtes. Pour ce faire, nous combinons d'une nouvelle manière des approches relevant de l'histoire de la noblesse, de la pauvreté et du genre afin d'apporter un éclairage historique sur les questions de la production et de la dynamique des inégalités sociales. Tout d'abord, nous présentons dans trois études de cas le cadre de vie et les expériences quotidiennes des femmes nobles désargentées, puis nous décrivons le genre de la requête en tant que nouvel accès à l'histoire de la noblesse et discutons de sa valeur en tant que source. Le fait que des femmes nobles aient vécu dans la pauvreté et qu'elles aient dû – contrairement à ce que l'on supposait jusqu'à présent – s'assurer le minimum vital par une activité rémunérée régulière mène à la question de savoir comment intégrer le groupe social considéré dans les représentations courantes de la structure de la société allemande au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans le cas des femmes nobles désargentées, les inégalités sociales peuvent uniquement être appréhendées en prenant en compte plusieurs facteurs sources d'inégalités ainsi que leur interaction et leur dynamique dans la vie de ces femmes. La superposition complexe de lignes de fracture sociale variées permet l'émergence d'un cadre pluridimensionnel qui ouvre de nouvelles perspectives pour décrire la société du XIX<sup>e</sup> siècle et rend possible une analyse fine des inégalités sociales.

*Christine Fertig*, Réseaux sociaux et formation des classes dans la société rurale. Une micro-analyse comparative (Westphalie, 1750–1874)

L'article discute du lien entre les frontières de classes et l'interconnexion sociale dans deux paroisses de Westphalie. La première, Löhne (circonscription de Herford), se trouve en Westphalie orientale, région de filature et tissage du lin, la seconde, Borgeln (circonscription de Soest) dans la région fertile de la Soester Börde, dont la production de cultures commerciales a crû au cours de notre période d'étude. Dans les deux communes se faisaient face un petit groupe de paysans aisés, des petits propriétaires et une large classe inférieure non possédante. Depuis les travaux fondamentaux de Jürgen Kocka, le XIX<sup>e</sup> siècle est considéré comme la période décisive durant laquelle se sont formées les classes sociales sous l'effet de la modernisation de l'économie et de la société. En ce qui concerne le secteur rural, des processus de formation de classes, dont l'origine a été vue d'une part dans l'incursion de l'industrialisation dans l'espace rural et d'autre part, dans l'importance croissante des relations de parenté, ont déjà été observés pour la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. La conception de la société rurale comme «société de classes» est soumise à un examen critique, tout comme la thèse de l'importance croissante des relations de parenté en Europe. Les liens entre les différents groupes sociaux sont analysés à l'aide de dispositifs statistiques et d'une analyse formelle de réseau. Le recensement d'un nombre important de données et l'application de nouvelles méthodes, en particulier celles de l'analyse historique de réseaux permettent de brosser un tableau précis des relations sociales entre

les groupes sociaux. Dans sa micro-étude de la paroisse de Belm dans la circonscription d'Osnabrück, qui, tout comme Löhne, se trouvait dans la région textile du Nord-Ouest de l'Allemagne et comportait une structure sociale similaire, Jürgen Schlumbohm avait déjà remarqué que, malgré des inégalités sociales marquées, on ne pouvait trouver aucun indice de conscience de classe, ni même d'action commune de classe. Dans le présent article, nous montrons que l'on pouvait trouver une amorce de «société de classe rurale» dans la région de la Soester Börde, qui était purement agricole, tandis que la Westphalie orientale, proto-industrielle, reposait sur une «société en réseaux» avec des liens sociaux prononcés entre les membres des différentes classes.

*Eva Maria Gajek*, La richesse rendue visible. L'Annuaire des biens et des revenus des millionnaires en Prusse

L'«Annuaire des revenus et des biens des millionnaires» de Rudolf Martin constitua une nouveauté dans l'histoire de l'Empire: non seulement il rassembla pour la première fois des données sur la situation financière des «riches», mais il révéla également leurs noms et adresses. L'Annuaire conféra donc un visage à la croissance de la fortune depuis le milieu du XIXe siècle, faisant ainsi apparaître la richesse comme une manifestation extrême des inégalités sociales. Le moment prévu pour la parution d'un tel ouvrage au printemps de l'année 1911 n'aurait pas pu être mieux choisi: l'époque était marquée par de vifs débats au Parlement et dans la presse de masse à propos des inégalités dans les charges fiscales. Le système de l'Etat fiscal faisait l'objet de résistances de plus en plus grandes et le Trésor public voulait de plus en plus tirer profit de l'amélioration de la prospérité liée à l'industrialisation. L'article se penche sur le fort potentiel de polémique sociale de l'Annuaire au début du XXe siècle et illustre de manière exemplaire à l'aide de l'histoire de la publication et de l'influence de ce dernier le rapport à la richesse dans l'Empire. A partir de l'analyse d'archives politiques, de documents de succession et de sources médiatiques, il démontre l'union étroite entre les données statistiques, les limites des barrières fiscales fixées par les instances politiques, les imputations sociales et l'influence d'une classe supérieure puissante pour la conception de la richesse de l'époque. Il parvient ainsi à la conclusion que, tandis que l'Annuaire fut utilisé comme argument au sein des forces libérales dans le débat sur les inégalités dans les charges fiscales du Landtag de Prusse, le gouvernement prussien considéra l'ouvrage comme une attaque envers les droits de la personnalité. Ceux qui faisaient l'objet du livre, c'est-à-dire les «riches», ne virent pas de réel danger dans la publication des données les concernant, mais furent plutôt préoccupés par la place à laquelle elles apparaissaient. L'Annuaire ne fut pas uniquement à l'origine d'un échange intense à propos de la véracité des informations publiées, mais également d'un débat sur les différences sociales et l'ordre (futur) de l'Etat et de la société en général.

*Sarah Haßdenteufel*, La redécouverte de la précarité. Débats à propos de la «nouvelle pauvreté» en France, 1981–1984

Après avoir été absent des discussions durant des décennies, le thème de la pauvreté fit à nouveau son retour dans le débat public français avec le slogan de la «nouvelle pauvreté». L'article analyse en trois étapes le débat qui s'est articulé autour de cette notion: tout d'abord, il identifie les acteurs ayant pris part aux discussions, puis il s'interroge sur le remplissage conceptuel de la «nouvelle pauvreté» et enfin, il se penche sur les réactions sociales et politiques vis-à-vis de ce débat. Ce faisant, il montre que ce sont surtout les acteurs agissant au niveau communal qui ont forgé le concept de la «nouvelle pauvreté» en France. Par leurs actions médiatiques et le soutien des partis d'opposition, ils ont introduit le sujet dans le discours public. Divers points de rupture avec l'image de la pauvreté ayant dominé durant les Trente Glorieuses apparaissent dans ce débat qui culmine à l'au-

tomne 1984, en particulier en ce qui concerne le repérage des origines de la pauvreté, l'importance qui lui est attribuée sur le plan social ou encore, les groupes à risque évoqués dans les débats. L'article défend le point de vue suivant: les représentations traditionnelles se dissolvent, en particulier dans le contexte des problèmes structurels du marché du travail français à cette époque et de l'absence de prise en compte de ces derniers par l'Etat social. En conclusion, nous montrons que la nouvelle représentation de la pauvreté n'a tout d'abord pas conduit à une mutation dans la politique de gestion de la pauvreté, mais que le gouvernement français a eu recours aux méthodes traditionnelles de lutte contre la pauvreté avec les programmes qu'il a mis en place pour réagir au débat.

*Sonja Matter*, Pauvreté et migration – classe et nation. L'assistance aux «étrangers indigents» au tournant du XIXe au XXe siècle en Suisse

A la fin du XIXe siècle, les villes suisses se virent confrontées à de nouveaux défis. Avec l'industrialisation, de plus en plus de personnes dont l'existence n'était pas assurée en cas de maladie, d'accident ou de chômage, migrèrent dans les villes. Les «étrangers indigents» – parmi lesquels on comptait tant les Suisses nouvellement arrivés dans la localité et qui y étaient «étrangers» que les personnes venant de pays étrangers – se trouvaient tout en bas de l'échelle sociale et ne pouvaient prétendre à aucune aide de l'Etat dans leur lieu de résidence. L'article s'interroge sur la façon dont les catégories de «classe» et de «nation» ont influencé l'assistance aux «étrangers nécessiteux». Dans quelle mesure les efforts visant à combiner de manière plus étroite droits sociaux et citoyenneté eurent-ils des effets sur les structures des inégalités sociales? Les deux premières décennies du XXe siècle jouèrent un rôle décisif pour la Suisse dans l'établissement de nouvelles pratiques: les mesures d'exclusion envers les Suisses et les Suissesses dans le besoin diminuèrent, tandis que s'imposa dans le même temps une exclusion drastique des personnes étrangères vivant dans l'indigence. La formation d'une société envisagée dans le cadre de l'Etat national alla de pair avec un processus de fermeture sociale: les experts de l'assistance et les autorités politiques interprétèrent moins les inégalités sociales comme un problème de la société capitaliste industrielle. Dans le contexte de la montée en puissance du discours qui mettait en avant la surpopulation étrangère, ils problématisèrent et traitèrent davantage les tensions au sujet de la répartition des ressources entre les personnes ayant la nationalité suisse et celles qui ne l'avaient pas.

*Jenny Pleinen*, «Health inequalities» et politique de santé publique dans la Grande-Bretagne de l'ère Thatcher

L'ère Thatcher est considérée dans la recherche tout comme dans l'opinion publique britannique comme une phase de bouleversements décisive en raison des privatisations et de l'affaiblissement des syndicats. D'une part, l'article se penche sur la politique de santé publique dans les années 1980 et ainsi, sur un domaine politique caractérisé en comparaison par une grande continuité: comparé à d'autres démocraties, le rôle de l'Etat concernant le système de santé demeurait important en Grande-Bretagne, son implication dans le financement était cependant, comme dans les décennies précédentes, relativement faible. D'autre part, l'article se concentre à partir des débats portant sur les *health inequalities* sur le rapport de la société britannique au constat selon lequel la santé et les chances de vie étaient distribuées d'une façon de plus en plus inique malgré l'accès égalitaire au système de santé.

*Christiane Reinecke*, Contrôle de la pénurie de logements. Aménagement du territoire urbain et nouvelle marginalité sociale en France et en Allemagne de l'Ouest

La résorption de la pénurie aiguë de logements et la création de meilleures conditions de vie urbaines pour toutes les couches sociales faisaient partie des promesses centrales des Etats-providence d'Europe de l'Ouest durant l'après-guerre. La prise de conscience

que le nombre de familles vivant dans des baraquements ou des habitats d'urgence ne diminuait pas, mais augmentait plutôt, fut donc d'autant plus décisive. En France tout comme en RFA, les débats sur la question des «mal logés» et des «sans domicile fixe» constituaient un point central des discussions sur les questions d'égalité et d'inégalité. Pour pouvoir comprendre cette évolution, l'analyse combine une perspective relevant de l'histoire des savoirs à l'examen des pratiques administratives et met l'accent sur l'interaction entre la politique du logement menée par l'Etat et les mutations dans la construction des problèmes sociaux. Elle montre que les administrations sociales françaises et ouest-allemandes présentèrent des similitudes dans leur tentative de contrôler les familles qui ne disposaient d'aucun logement régulier en mettant en place une politique de solutions échelonnées en matière d'habitat. Dans le cas français, cette politique hiérarchisée était intimement liée aux logiques (post-)coloniales. En RFA en revanche, c'était moins la «classe dangereuse» des migrants que les familles nombreuses allemandes qui était considérée comme population à risque dans le contexte des habitats d'urgence. Toutefois, une profonde mutation se dessina dans les deux pays en ce qui concerne les discussions portant sur l'hébergement dans des baraquements ou des logements d'urgence: si l'on part de la production de savoir à propos des problèmes de logement, la conception selon laquelle les mal-logés étaient les premiers responsables de leur situation perdit de son influence autour de 1970, tandis que le centre d'intérêt se déplaça sur les questions d'inclusion et de participation ainsi que, d'une façon générale, sur la détermination par la société de la marginalité sociale.

*Wilfried Rudloff*, L'inégalité des chances d'éducation, talent et sélection. La découverte des inégalités sociales dans la politique éducative de la République fédérale et la conjoncture de la «conception dynamique du talent» (1950–1980)

Les parcours de formation et les diplômes de fin d'étude sont des facteurs déterminants dans les inégalités sociales. L'article utilise le concept de talent comme sonde permettant d'analyser la découverte et les changements de perception des inégalités sociales dans le système éducatif ouest-allemand entre 1950 et 1980. Nous voulons montrer comment l'avancée du paradigme d'inégalité contribua à apporter un nouveau cadre à des complexes discursifs plus anciens, ce qui permit une modification fondamentale de leurs grandes lignes politiques. Si l'on considère que le talent repose sur des aptitudes individuelles, alors l'inégalité sociale est l'expression d'une inégalité humaine. Si l'on défend au contraire une conception du talent qui place au premier plan les influences de l'environnement social, alors l'inégalité humaine est l'expression d'une inégalité sociale. Le réajustement du concept de talent qui s'appuie sur la théorie du milieu social et qui a été opéré par les sciences concernées, puis par la sphère politique, le corps enseignant et les médias, fournit un préalable essentiel pour la politique d'éducation expansive des années soixante et du début des années soixante-dix. A la différence du concept de talent qui met en avant les aptitudes individuelles et dont les précurseurs avaient postulé un parallèle dans les disparités entre la hiérarchie des classes sociales et les degrés de talent, le concept «dynamique» de talent des années du boom éducatif invita à chercher de nouveaux modèles permettant de mobiliser, de promouvoir et de guider le talent. Il attira en particulier l'attention sur les groupes et les classes sociales défavorisées. Les méthodes destinées à la sélection lors du passage dans la classe supérieure furent modifiées, on testa le modèle des classes de transition et des cycles d'orientation. L'idée des établissements d'enseignement intégré (*Gesamtschule*) connut également un essor grâce au nouveau concept de talent. Cependant, cette tendance connut un revirement partiel en raison de la polarisation politique croissante durant les années soixante-dix. Le thème des inégalités sociales en matière d'éducation perdit de plus en plus en importance.

*Jan Stoll*, Le «handicap» comme catégorie d'inégalités sociales. Emergence et évolution de «l'aide à la vie pour les enfants souffrant d'un handicap mental» dans la RFA des années 1950 et 1960

L'article s'interroge sur la thématisation des inégalités sociales subies par les personnes présentant ce que l'on appelle des handicaps mentaux dans la RFA des années 1950 et 1960. Dans le contexte de l'assistance socio-politique apportée aux mutilés de guerre durant la période d'après-guerre et de la force des associations défendant leurs intérêts, les autres groupes de handicapés restèrent au départ largement laissés pour compte. C'est ainsi que les personnes présentant un handicap mental devaient faire face à un grand nombre d'exclusions et de discriminations. La création en 1958 de l'association «Aide à la vie pour les enfants souffrant d'un handicap mental» donna pour la première fois aux parents et aux professionnels la possibilité de se présenter comme une organisation défendant les intérêts des enfants souffrant d'un handicap mental afin de lutter contre les discriminations et améliorer la situation des enfants concernés et de leurs parents. En partant du travail de ce nouveau lobby pour la défense des personnes souffrant de handicaps mentaux, l'article étudie les efforts faits pour assurer la participation des enfants handicapés mentaux au système scolaire, pour améliorer les ressources matérielles ainsi que la reconnaissance sociale de ces enfants. Des experts en matière de politique d'éducation et de pédagogie développèrent des projets pour la scolarisation des enfants handicapés mentaux, qui furent testés dans des institutions créées par l'association. Cette dernière aspira également à une compensation financière pour les parents ainsi qu'à une garantie financière pour les institutions créées. Le travail effectué par l'association sur le plan des relations publiques avait en fin de compte pour objectif d'obtenir la reconnaissance des personnes présentant un handicap mental et d'éliminer les discriminations. De ce point de vue, l'association «Aide à la vie» constitue le point de départ d'une mutation dans l'appréhension des inégalités sociales dans la République fédérale.

*Dietmar Süß*, «Un salaire équitable pour une journée de travail équitable»? Réflexions à propos de l'histoire du salaire minimum

Les salaires, la détermination des salaires et la revendication de salaires minimums font partie des structures d'inégalités sociales et des projets d'organisation politique qui avaient un rôle à jouer dans la décision de savoir par exemple ce qui était considéré comme «assurant le minimum vital». C'est pourquoi les discussions sur le «salaire équitable» sont tout aussi anciennes qu'actuelles. L'article analyse les débats portant sur les salaires minimums depuis le XIXe siècle jusqu'à nos jours et les replace dans les discussions portant sur la mondialisation des droits sociaux. Dans cette perspective, il est question de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne ainsi que de la politique de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). L'article fait apparaître à quel point les salaires minimums dépendent de logiques d'équité spécifiques qui évoluent. La thèse centrale est la suivante: dans les débats portant sur les salaires minimums apparaît une tension fondamentale des sociétés industrielles fondées sur la division du travail et de leurs modes d'intégration sociale.

*Christoph Weischer*, Inégalités sociales 3.0. Différenciations sociales dans une société industrielle transformée

Dans le présent article, nous reconstruisons l'évolution des inégalités sociales dans la République Fédérale d'Allemagne depuis les années 1980. Sur la base d'une première systématisation du processus de transformation, nous nous attachons à l'évolution des phénomènes d'inégalité dans différents domaines pertinents en ce qui concerne la répartition (production, Etat, ménages) pour ensuite reconstruire les tendances dans la transformation

des structures d'inégalité. Dans ce contexte, nous développons et justifions ensuite le théorème des «inégalités sociales 3.0».

*Mareike Witkowski*, Un reliquat du XIXe siècle? Les bonnes de 1918 jusqu'aux années 1960

Selon une thèse défendue depuis longtemps dans la recherche, il y a eu de moins en moins de bonnes depuis 1918 et le métier a complètement disparu à partir de 1945 au plus tard. Le présent article défend une autre thèse: la catégorie professionnelle des bonnes n'a pas disparu, mais elle s'est adaptée à la mutation de la société, même si le processus s'est déroulé de manière décalée dans le temps. Il faut voir la femme de ménage actuelle dans la tradition des domestiques du XIXe siècle et des bonnes de la première moitié du XXe siècle. En partant de cette prémisse, l'article s'intéresse aux inégalités qui ont frappé le personnel de maison. C'est avant tout la vie typique menée dans la maison de l'employeur durant notre période d'étude qui a conduit à de nombreux conflits au cours desquels des inégalités ont mises en évidence, fixées ou encore se sont peu à peu dissoutes. Hormis les inégalités auxquelles il a dû faire face quotidiennement, le personnel de maison a également longtemps été désavantagé sur le plan légal. Le contrat de travail des bonnes a été le dernier à obtenir un cadre juridique. Ce n'est qu'en 1955 qu'a pu être conclue une convention collective qui a fixé le temps de travail.